

Crise climatique, inégalités de genre et réponses locales en Somalie/au Somaliland

Amy Croome et Muna Hussein

Plusieurs facteurs entrent en jeu dans l'analyse des conséquences de la crise climatique en fonction du genre dans les communautés locales de Somalie/Somaliland.

Les chocs climatiques et les crises humanitaires sont étroitement liés. Alors que le changement climatique devient de plus en plus extrême et imprévisible, des centaines de milliers d'habitants pauvres de Somalie paient déjà un lourd tribut. En plus de la fragilité politique dont elle a hérité suite à l'effondrement de son gouvernement en 1991, la Somalie a connu des sécheresses récurrentes qui ont, à leur tour, intensifié les conflits claniques¹. En 2018, 547 000 personnes supplémentaires (3,6 % de la population du pays) ont été déplacées par des événements climatiques extrêmes² si bien que l'on s'attend à ce que d'ici 2020, 6,3 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë et 5,2 millions aient besoin d'assistance humanitaire, parmi lesquelles 1,72 millions de personnes déplacées de l'intérieur (PDI)³.

Les inégalités hommes-femmes en Somalie/au Somaliland⁴ étaient déjà généralement très prononcées avant la crise climatique actuelle : les femmes sont moins influentes et moins présentes dans les sphères économiques, éducatives et politiques, tandis que les violences sexistes, le mariage précoce et les mutilations génitales féminines sont tous largement répandus⁵. Aujourd'hui, les chocs climatiques, qui raréfient les ressources et exercent des pressions sur les moyens de subsistance, ont transformé de nombreuses normes culturelles de la société somalienne, non sans impact sur les dynamiques de genre.

La sécheresse a entraîné la perte des troupeaux, si bien que les hommes ne sont plus en mesure de gagner un revenu suffisant pour leur famille. Cette situation crée des tensions et des conflits au sein des ménages et engendre davantage de violence domestique à l'encontre des femmes et des enfants. De nombreux hommes ont également commencé à mâcher du qat, un stimulant que toutes les communautés interrogées citent comme un facteur responsable de l'augmentation de la violence conjugale. Ce type de violence s'est également intensifié car, dans de nombreux cas, les femmes sont devenues les pourvoyeuses : par l'élevage et la vente de chèvres, en travaillant comme vendeuses de rue dans les camps de

PDI ou les villages, ou encore en acceptant des travaux occasionnels dans les centres urbains. Il s'est ainsi produit un renversement des rôles entre hommes et femmes, que certains hommes perçoivent comme une menace. Dans certains cas, les hommes quittent leur famille pour aller chercher du travail en ville, rejoignent l'armée, partent pour échapper aux violences claniques ou mettent fin à leur vie. Le taux de divorce est en hausse et l'on dénombre de plus en plus de ménages dont le chef de famille est une femme.

Les tâches familiales et ménagères, qui relèvent généralement de la responsabilité des femmes et des filles, sont devenues plus exigeantes et chronophages. En effet, comme l'eau et le bois de chauffage se raréfient, les femmes et les filles doivent parcourir de longues distances à pied à la recherche de ces ressources. Les familles demandent aux filles de participer davantage à cette charge accrue de travaux domestiques quotidiens, si bien qu'elles sont plus nombreuses à abandonner l'école. En outre, lorsque les parents n'ont pas les moyens d'inscrire à la fois leurs garçons et leurs filles à l'école, ils donnent priorité à l'éducation des garçons.

La pénurie des ressources a également intensifié les conflits entre clans puisqu'un plus grand nombre de groupes sont en compétition pour les terres, l'eau et les pâturages. Cette situation est particulièrement dangereuse pour les hommes, qui peuvent facilement devenir les victimes de règlements de comptes ou d'affrontements armés, ce qui limite donc leur liberté de mouvement. Enfin, les expulsions et les litiges fonciers qui apparaissent lorsque les personnes sont déplacées engendrent également des violences, qui affectent principalement les hommes.

D'autres formes de violences sexistes telles que le viol sont également en augmentation. Les femmes se sentent vulnérables aux points d'eau, dans les espaces de défécation à ciel ouvert, dans les zones de pâturage du bétail, dans les zones où elles collectent le bois de chauffage, sur les routes qui mènent aux marchés et chez elles (où il n'y pas d'abri sûr, ni d'éclairage). Les hommes qui commettent ces violences peuvent

juin 2020

www.fmreview.org/fr/numero64



Oxfam/Pablo Tesco

Des femmes se rendent au point d'eau dans le village d'Eilmidgan où Oxfam a construit une unité de dessalement d'eau.

provenir de leur communauté ou d'une autre. Il reste difficile d'obtenir justice en cas de violences sexuelles ou de viol car la confidentialité est compromise lorsque les cas sont signalés au sein de la communauté, que le système de tribunal informel impose souvent une légère amende aux auteurs des violences qui sont ensuite libérés et réintègrent la communauté, et que les systèmes formels sont inaccessibles du fait de la distance et de leur coût. De nombreuses femmes sont violées la nuit, dans leur sommeil, en particulier dans les zones fréquemment accablées par les conflits claniques :

« Mon mari nous a emmenées ici puis il est parti pour trouver du travail. J'ai huit filles et deux sœurs qui sont avec moi dans ce camp de PDI. Elles ont toutes moins de 17 ans. Je ne dors pas la nuit. Je garde constamment un œil sur elles pour qu'elles dorment en toute sécurité. J'essaie de dormir vers midi. » (Une femme du camp de PDI de Fadhigaab dans la région de Sanaag)

Lorsqu'elles peinent à subvenir à leurs besoins, les familles marient souvent leurs filles à des hommes riches. C'était d'ailleurs l'une des principales questions soulevées dans les discussions avec le groupe témoin, beaucoup de jeunes filles interrogées admettant craindre le mariage précoce et forcé.

Les communautés ont développé un éventail de mécanismes d'adaptation face aux différents effets de la crise climatique et du déplacement sur les hommes et les femmes. Pour éviter les violences sexuelles et le viol, les femmes et les filles se déplacent en groupe, ne quittent pas toujours les camps à la même heure, ne disent pas aux hommes où elles vont de peur d'être suivies, et se déplacent avec des bâtons et des torches, tandis que les femmes âgées vont chercher

l'eau ou les têtes de bétail égarées. Les hommes craignant d'être survivants de règlements de comptes restent éloignés de leur domicile pendant la nuit, soit en dormant dans un lieu caché, soit en restant éveillé à tour de rôle, ou soit en dormant dehors avec des gardes faisant le guet. Un grand nombre d'hommes portent une arme pour se protéger, se déplacent en groupe, utilisent des torches et communiquent entre eux pour s'alerter mutuellement des éventuels dangers.

Réponses et programmes au niveau local

Ce sont principalement l'ONU et les ONG internationales (ONGI), à qui la plupart des financements des bailleurs sont directement destinés, qui répondent à l'augmentation des besoins humanitaires. Toutefois, la plupart des interventions sont mises en œuvre par des ONG nationales et locales, en particulier dans les zones de conflit, auxquelles les organismes internationaux n'ont pas accès. Par le biais du Grand Bargain (pacte relatif au financement de l'action humanitaire) et de la Charte pour le changement, les bailleurs et les ONGI se sont engagés en faveur de la localisation, accordant aux organisations locales et nationales et aux agences publiques somaliennes davantage de financements directs et davantage de marge pour diriger les interventions humanitaires, en leur permettant par exemple de participer plus activement aux décisions. Toutefois, même si certains progrès ont été réalisés en matière de localisation, l'ONU et les ONGI continuent de dominer le système humanitaire.

De nombreuses ONG locales et nationales répondent aux besoins humanitaires engendrés par la crise climatique en Somalie/au Somaliland en déployant un éventail d'activités visant à contrer les effets différenciés de la sécheresse

en fonction du genre. Elles entreprennent de nombreuses activités de protection, et plusieurs organisations ont mis en place des systèmes d'orientation et de soutien psychologique pour les survivantes de viol et de violences sexuelles, qui permettent de former des membres de la communauté à réagir et à orienter les survivantes vers un centre médical et à aider les personnes qui souhaitent que justice soit faite. Nombre d'entre elles déploient également des activités de sensibilisation à la protection en visitant les ménages pour aborder différentes questions telles que les violences conjugales et sexuelles, et expliquer ce que les femmes peuvent faire face à ce type de situation. En outre, quelques organisations mettent en œuvre des activités de sensibilisation communautaire comme des pièces de théâtre communautaires mettant en scène diverses situations avec l'aide d'acteurs. Les organisations locales savent bien que les traditions orales sont fortement ancrées dans la société somalienne et l'art dramatique est un bon moyen de sensibiliser le public et de susciter le débat et la réflexion. Les acteurs locaux sont mieux placés que les acteurs internationaux pour réaliser ce type d'activité puisqu'ils entretiennent des relations avec les communautés touchées et ont une bonne compréhension du contexte culturel et religieux.

Les ONG locales et internationales (et, dans une certaine mesure, les autorités) ont intégré la question du genre dans les diverses activités telles que WASH (eau, assainissement et hygiène), les activités de résilience et de subsistance, les transferts monétaires inconditionnels et les programmes de travail contre rémunération (destinés tant aux hommes qu'aux femmes). Par exemple, lors du choix des bénéficiaires, les critères de genre sont soigneusement étudiés et les ménages dirigés par une femme sont pris en compte. Selon Nafisa Yusuf, du réseau Nagaad pour la défense des droits des Somaliennes : « En cas de sécheresse, les femmes et les enfants sont les plus touchés [...]. Les femmes sont les premières à savoir quand une catastrophe est sur le point de frapper. Ce sont elles qui subviennent aux besoins de la famille. Elles savent. »

Les ONG locales encouragent le leadership des femmes et leur participation aux décisions, par exemple dans les comités des camps de PDI. Kamal Hassan Isak de l'ONG locale HAVAYOCO explique qu'il faut définir une stratégie rigoureuse et adaptée sur le plan culturel pour encourager de tels rôles. « Nous nous adressons tant aux hommes qu'aux femmes pour leur parler des femmes qui ont des rôles de leader dans le Coran,

par exemple la femme du prophète, qui dirigeait ses propres affaires. Les gens ne peuvent pas contredire notre prophète. » Un grand nombre d'organisations locales estiment qu'il faut du temps pour changer les normes et les perceptions à propos des rôles que les femmes peuvent ou devraient endosser, ainsi que de nombreuses discussions et l'établissement de relations solides. Comme les ONG locales et internationales ne parviennent qu'à intégrer la question du genre dans leur travail de manière limitée, il est important de donner de la visibilité aux différentes conséquences de la crise climatique en fonction du genre. Lorsque ces différences font l'objet de recherches et d'analyses, puis qu'elles sont communiquées, tous les acteurs peuvent alors adapter leurs programmes avec plus de facilité.

La localisation toujours en attente

Les montants relatifs et absolus des financements mis à disposition des acteurs somaliens (étatiques et non étatiques) demeurent très faibles. En 2017, le financement direct des acteurs locaux ou nationaux représentait 3,5 % de la totalité des financements humanitaires pour la Somalie, et la majorité était destinée aux autorités publiques⁶. Cette approche a donc eu un effet limité sur les dynamiques de pouvoir entre les acteurs nationaux et internationaux. Toutes les ONG locales et nationales auxquelles nous nous sommes adressées nous ont expliqué qu'il était très difficile d'œuvrer sur le long terme pour transformer les normes dans un système humanitaire qui considère souvent les acteurs locaux comme des sous-traitants, et où les financements sont liés à des projets à court terme. « Nous avons un programme [sur le leadership des femmes] que nous mettons en œuvre pendant un an, nous offrons des formations et ouvrons un dialogue, puis le programme s'arrête, puis nous obtenons de nouveaux financements et nous devons tout recommencer, » explique Nafisa Yusuf de Nagaad. Omer Jama Farah de l'ONG locale Taakulo décrit le cycle de financement humanitaire et la lente distribution des fonds en ces mots : « L'aide tombe quand la pluie tombe ».

Les personnes interrogées doutent de la pérennité de leurs efforts sur le long terme et trouvent difficile de prendre les rênes du secteur de l'aide alors que leur accès aux espaces de décision et leur capacité à investir dans leur organisation demeurent limités. Les restrictions quant à l'utilisation des fonds, qui excluent toute activité pour développer l'organisation, ont des conséquences négatives sur la qualité de la gestion et sur les compétences techniques des ONG

juin 2020

www.fmreview.org/fr/numero64

locales, et contribuent à créer un cercle vicieux qui fait obstacle aux efforts de localisation⁷.

Il faut donc des financements plus flexibles et de plus longue durée pour que les organisations locales mettent en place des programmes durables et qu'elles puissent véritablement devenir des leaders dans le secteur. À lui seul, le renforcement des capacités ne changera pas l'équilibre des pouvoirs, mais des financements plus nombreux et plus différenciés, ainsi que la reconnaissance et l'inclusion des ONG locales en tant que leaders, pourraient y parvenir.

Plaidoyer pour la justice climatique

Étant donné qu'à ce jour, les efforts déployés en Somalie/au Somaliland se sont, à juste titre, concentrés sur la satisfaction des besoins humanitaires engendrés par la crise climatique, il n'existe pas de grand mouvement pour la justice climatique dans le pays. Pour l'heure, les organisations locales n'ont pas suffisamment de capacités de mobilisation et de plaidoyer pour impulser des changements de politique à l'échelle mondiale et elles préfèrent se concentrer plutôt sur les réponses aux conséquences de la crise climatique et les besoins urgents des communautés. Mais il existe un immense potentiel pour bâtir une approche cohérente de la crise climatique par les acteurs locaux, les agences internationales et les autorités locales, et pour tisser des liens avec les mouvements mondiaux visant à atténuer les conséquences du changement climatique. Dans des pays tels que la Somalie/

le Somaliland, un grand nombre d'habitants sont déplacés par la crise climatique, alors même qu'ils ne sont pas les principaux responsables des émissions qui contribuent au changement climatique. La communauté internationale doit trouver des moyens d'apporter de nouveaux financements pour aider les pays les plus pauvres à soutenir les hommes et les femmes touchés par la sécheresse et d'autres chocs climatiques, en tenant pleinement compte des questions de genre.

Amy Croome amy.croome@oxfam.org

Responsable de l'influence et des communications

Muna Hussein muna.hussein@oxfam.org

Chargée des questions de genre

Oxfam en Somalie/au Somaliland

<https://heca.oxfam.org/countries/somalia>

1. UNOCHA (décembre 2019) *Humanitarian Needs Overview: Somalia* bit.ly/UNOCHA-Dec2019Somalia-needs
2. bit.ly/Oxfam-climate-02122019
3. Relief Web / UNICEF <https://reliefweb.int/disaster/dr-2015-000134-som>
4. Le Somaliland est un État autoproclamé, considéré par la communauté internationale comme une région autonome de la Somalie.
5. Ahmed S K (2016) *European Union Somalia Gender Analysis Study*, UE et SIDRA bit.ly/EU-SIDRA-Somalia-gender-2018
6. Africa's Voices et UNICEF (2017) *Beliefs and practices of Somali citizens related to child protection and gender* bit.ly/AfricasVoices-Somalia-2017
7. Majid N, Abdirahman K, Poole L et Willits-King B (2018) *Funding to local humanitarian actors: Somalia case study*, ODI, Groupe chargé de la politique humanitaire du Réseau NEAR bit.ly/ODI-2018-funding-Somalia
7. Oxfam (à paraître en 2020) *Somalia Humanitarian Analysis*